

**Suzanne Rosenberg**

## LE BOUQUET

À Mantes la Jolie dans les Yvelines, vers 1989, une femme se rend à la mairie avec à la main un bouquet de tulipes bien fourni, sans papier ni ruban, seulement les fleurs coupées. Ce bouquet est destiné à une employée communale qui avait aidé cette femme dans sa quête d'un logement social. L'employée remercie chaleureusement et questionne la femme sur la provenance de ces fleurs : d'un jardin d'amis ? d'un jardin ouvrier ? Non répond la femme, je les ai cueillies là-bas, dans la plate-bande, au carrefour devant la mairie. C'est bien fait pour cela, les plates-bandes, interroge-t-elle devant l'air surpris de l'employée ?

Des parterres publics plantés conçus pour qu'on y prélève les fleurs dont on a besoin ? Mais qui donc était cette femme ? Se moquait-elle du monde ou était-elle sincère ? D'où venait-elle ? Depuis combien de temps vivait-elle en France ? Telles sont les questions qu'un bon sociologue urbain aurait posées. Les ai-je posées ? Je ne sais plus. Dans tous les cas, il ne me reste pas traces de la réponse. Cependant, à Mantes la Jolie, à cette époque-là, quelqu'un qui était en mal de logement était plus sûrement une personne d'origine étrangère ou non métropolitaine qu'un « blanc-France » ! Ce qu'il m'est resté de cette anecdote, c'est qu'à bien écouter les marginaux, les minoritaires, les étrangers, les hors normes... on aurait beaucoup à gagner.

Des parterres en libre service, des permanences d'accueil qui seraient à la fois permanentes et accueillantes, des bancs publics où il ferait bon s'asseoir, parce qu'ils auraient d'abord été conçus pour cela et non pour prévenir un comportement non conforme, des logements dans lesquels il ferait bon habiter, qui pourraient se conformer à votre mode de vie, au lieu de vous contraindre à l'inverse... Vous rêvez me répondrait n'importe quel gestionnaire urbain. Qui est prêt à payer pour cela ? Qui pourrait supporter un tel laisser-faire sans s'exposer à des dégradations récurrentes ?

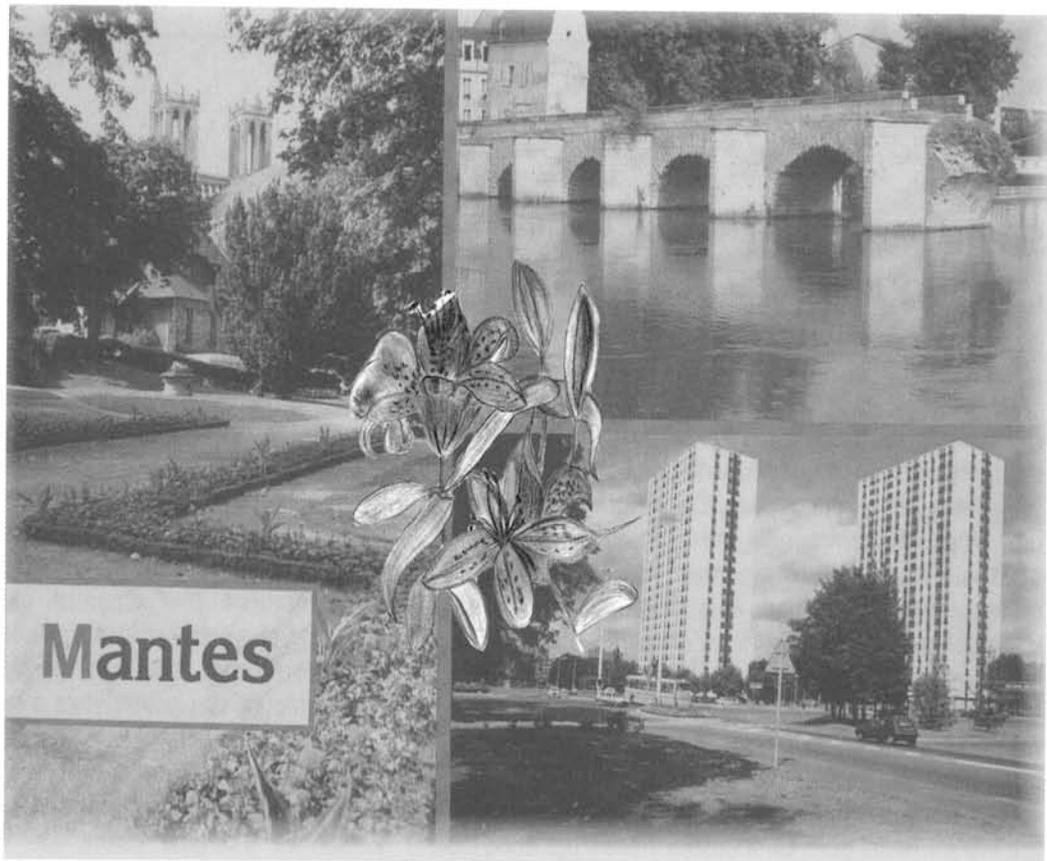
À Mantes la Jolie encore des locataires – étrangers ou d'origine étrangère pour la majorité – se plaignaient de la formation d'humidité sur les murs, qui décollait le papier peint puis installait durablement des champignons. Le bailleur accusait le mode de vie des dits locataires récriminant : ils feraient trop de cuisine à la vapeur, couscous ou autre, ils seraient trop souvent en sur-occupation ; en supprimant l'une et l'autre, le problème serait réglé. L'équipe de développement social s'est saisie

de la question et l'architecte s'est rendu chez quelques-uns des locataires plaignants. Il y avait bien un problème technique, celui de la circulation de l'air à l'intérieur du logement. Les ventilations basses étaient le plus souvent obstruées parce qu'elles apportaient un courant d'air froid, et les ventilations hautes étaient inexistantes. Mais ce phénomène était accentué par le fait que les lits étaient le plus souvent installés le long des parois froides (fenêtres et murs extérieurs, générant, avec les souffles des dormeurs, des gouttelettes d'eau).

Pourquoi donner ici avec force détails un tel diagnostic technique ? Parce que le pari de l'architecte était de le faire comprendre aux habitants. Il arguait que les personnes d'origine rurale, de France ou d'ailleurs, savaient habiter leur maison, au sens où, pour eux, elle était bien vivante, donc à ménager et à entretenir. Arrivés dans les tours du Val Fourré sans aucun accueil adapté, sans autre guide que le bail et ses annexes, centrés sur les interdits et les obligations, comment pouvaient-ils apprivoiser cet espace nouveau ? Le manque de maîtrise sur son habitat fait perdre l'intelligence d'habiter qui existait dans l'habitat précédent même inconfortable.

L'architecte parvenait à faire comprendre qu'un appartement, comme une maison, respirait. Il mettait en évidence les courants d'air qui parcouraient le logement, à l'aide d'une simple feuille de papier toilette qui s'agitait ou restait immobile. Il demandait aux locataires de souffler sur les vitres et leur expliquait l'effet produit. Ils cherchaient, ensemble, les modifications possibles dans la disposition de l'ameublement. Il recommandait d'ouvrir fréquemment les fenêtres, dans l'attente de l'installation des ventilations. Les locataires réunis ont appris la technique pour faire disparaître définitivement les champignons et autres manifestations de l'humidité préexistante. Après quelques mois, le bailleur a fait le même constat que les habitants choisis pour l'expérience : il n'y avait plus trace d'humidité.

Le succès le plus notable n'était pourtant pas la disparition de l'humidité, mais le fait d'avoir rendu acteurs de leur vie d'habitant des locataires souvent captifs. Les résidants ont alors pu être considérés comme des agents d'entretien du patrimoine, et non comme ceux d'une dégradation. Et l'investissement financier réalisé par le bailleur à travers l'installation de ventilations hautes a été largement remboursé. Les plaintes répétées de personnes considérées a priori comme ayant un mode



Carte postale et bouquet en surimpression  
© A. Perrin

de vie incompatible avec la situation de locataire d'une tour d'habitat social, ont été l'occasion, lorsqu'elles ont été prises en compte, de transformer un dysfonctionnement technique en dynamique d'appropriation, bénéfique à tous. On retrouve là le principe de la qualification mutuelle qui m'est cher. « La qualification mutuelle peut être vue comme le processus par lequel les connaissances sociales des habitants étant reconnues, elles deviennent des compétences et peuvent alors se mutualiser avec les compétences des autres acteurs, leur conférant ensemble le droit de décider de la vie de la cité »<sup>1</sup>. L'accueil d'un nouvel habitant dans un logement social ne peut pas se réduire à la remise d'un livret et à faire connaître les ressources institutionnelles du lieu ; il doit aussi considérer l'arrivant sous l'angle de son apport possible à la communauté résidante.

Plus généralement, au lieu de porter un jugement sur ceux qui ont d'étranges comportements, ne pourrait-on pas pratiquer ce que Kant nomme « la pensée ouverte » ou la « mentalité élargie »<sup>2</sup>. Il s'agit d'un effort pour se mettre à la place de l'autre, et non pas d'une tolérance *a priori*, qui signifierait en réalité une indifférence à l'autre et à la société en tant qu'elle se construit avec des personnes qui doivent reconnaître que dans leurs

différences elles ont des valeurs communes. Mais plus avant, il s'agirait de profiter d'une occasion comme celles qui viennent d'être contées, pour se donner et donner à voir un espace urbain et les pratiques qui s'y font jour, à travers les yeux de ceux chez qui ils provoquent de l'étonnement, de l'envie ou du désagrément. De cette vision en miroir dans les yeux des autres pourraient naître des questionnements sur les fondements et la légitimité de nos institutions, sur les règles de l'aménagement de nos espaces urbains et sur les pratiques qui y apparaissent habituelles voire naturelles, ou au contraire incongrues.

D'où vient que les fleurs dans l'espace public urbain doivent être faites pour les yeux plutôt que pour s'offrir des bouquets entre citoyens ? Le sens des choses de l'espace public, questionné au fil des pratiques réelles qui s'y expriment, ouvre à la connaissance de la ville et des règles utiles à la vie en commun.

Suzanne Rosenberg

1. Suzanne Rosenberg, Marion Carrel, (2002), *Face à l'insécurité sociale, désamorcer les conflits entre usagers et agents de services publics*, La Découverte, p. 138.

2. Selon Étienne Gruillot, chroniqueur de *La vie comme elle va*, France Culture.

**Suzanne Rosenberg**, est sociologue et consultant.  
<suzanne.rosenberg@wanadoo.fr>